

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3255

[2004/202584]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 portant désignation des membres de la cellule fiscale et confiant au Ministre du Budget l'exécution de sa décision;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 23 janvier 2003 relative au recrutement, au sein de la cellule fiscale de la Région wallonne d'un agent contractuel dans l'échelle attachée au rang C3, conformément à l'arrêté du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région;

Vu le décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003;

Vu le décret du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2004 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Considérant que les décrets du 19 décembre 2002 et du 18 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour les années budgétaires 2003 et 2004 allouent des moyens de fonctionnement à la cellule fiscale et créent de nouveaux programmes et allocations de base dédiés à la fiscalité;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les références budgétaires reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne pour les mettre en concordance avec le budget général des dépenses de la Région wallonne et pour permettre à la cellule fiscale de procéder à l'ordonnement des dépenses;

Considérant que, suite à la réforme fiscale décidée par le Gouvernement wallon, la cellule fiscale a dû consacrer des moyens importants à la mise en œuvre de cette réforme et que, d'autre part, les analyses et études découlant de l'exécution du transfert des compétences fiscales visées à la loi spéciale de financement du 13 juillet 2001 revêtent des complexités et spécificités telles que leur finalisation ne peut être envisagée pour la fin du 1^{er} trimestre 2005 et qu'une date de fin de travaux ne peut être déterminée;

Considérant que la cellule fiscale est régulièrement saisie par les différents Membres du Gouvernement ainsi que par le Ministère de la Région wallonne de demandes d'avis et de recommandations non prévues lors de la création de la cellule fiscale de la Région wallonne;

Considérant dès lors qu'afin de ne pas paralyser la cellule fiscale dans l'exercice de ses missions, il est plus opportun que le Gouvernement décide de la dissolution de cette cellule à une date qu'il déterminera au vu de l'état d'exécution des missions;

Considérant que, dans un souci d'équité entre membres du personnel de la cellule fiscale et de simplification administrative, des augmentations pécuniaires intercalaires doivent être octroyées aux agents contractuels de la même manière qu'aux fonctionnaires de la Région;

Considérant, d'une part, que le maintien en fonction de l'agent contractuel visé par la décision du Gouvernement wallon du 23 janvier 2003 relative au recrutement, au sein de la cellule fiscale de la Région wallonne d'un agent contractuel dans l'échelle attachée au rang C3, ne se justifie plus vu que les effets de la réforme fiscale se sont estompés de telle sorte que les tâches additionnelles en découlant ne nécessitent plus l'affectation d'un agent à leur exécution;

Considérant, d'autre part, que l'estimation en personnel fixée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne correspond à un minimum devant permettre à la cellule fiscale de réaliser les missions qui lui sont confiées, que les missions supplémentaires d'avis et de recommandations régulièrement demandées par les Membres du Gouvernement entraînent une surcharge de travail qui nécessite l'engagement d'un agent de niveau 2+, secrétaire de direction, expérimenté en matière fiscale et budgétaire afin d'assister les experts dans l'exercice de leurs missions;

Considérant ainsi qu'il s'indique de procéder au remplacement de l'agent contractuel C3 par un agent contractuel de niveau 2+.

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 27 mai 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996 et la loi du 2 avril 2003;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de procéder d'urgence à cette modification de la structure administrative existante en vue de respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon en termes d'exercice de compétences fiscales;

Considérant qu'il importe également de procéder d'urgence à la modification des références budgétaires existantes afin de permettre l'ordonnancement des dépenses engagées;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne, le troisième alinéa est supprimé.

Art. 2. A l'article 7, § 1^{er}, il est ajouté un alinéa portant la disposition suivante :

" Les agents contractuels de la cellule visée à l'article 1^{er} bénéficient des augmentations intercalaires prévues à l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. "

Art. 3. L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 15. Délégation est accordée au Chef de Cabinet du Ministre du Budget, pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01. du programme 07 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2, du présent arrêté. "

Art. 4. L'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

" Art.16. Délégation est accordée au dirigeant de la Cellule visé à l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.000 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.05.07 et 12.04.07 du titre 1^{er} du programme 07 de la division organique 40, sur l'allocation de base 74.05 du titre 2 du programme 07 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne. "

Art. 5. L'article 17, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 portant création d'une cellule fiscale de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire imputable sur l'allocation de base 11.07 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 5, § 2. "

Art. 6. Le point 1 de la décision du Gouvernement wallon du 30 janvier 2003 relative au recrutement, au sein de la cellule fiscale de la Région wallonne d'un agent contractuel dans l'échelle attachée au rang C3, conformément à l'arrêté du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région est modifié par la disposition suivante :

" 1. de procéder au recrutement, au sein de la cellule fiscale de la Région wallonne, d'un agent contractuel dans l'échelle attachée au rang B1, conformément à l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique de la Région wallonne, en remplacement de l'agent contractuel C3 visé par la décision du Gouvernement wallon du 30 janvier 2003. "

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3255

[2004/202584]

27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Bezeichnung der Mitglieder der Zelle "Steuerwesen" und zur Beauftragung des Ministers des Haushalts mit der Durchführung ihres Beschlusses;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2003 über die Anwerbung eines Vertragsbediensteten der mit dem Dienststrang C3 verbundenen Gehaltsstufe für die Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region, gemäß dem Erlass vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2003;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

In der Erwägung, dass die Dekrete vom 19. Dezember 2002 und vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für die Haushaltsjahre 2003 und 2004 der Zelle "Steuerwesen" Finanzmittel gewähren und neue, das Steuerwesen betreffende Programme und Basiszuwendungen schaffen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region angeführten budgetären Angaben abzuändern, um sie dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region anzupassen und um der Zelle "Steuerwesen" zu ermöglichen, die Ausgabenanweisung vorzunehmen;

In der Erwägung, dass die Zelle "Steuerwesen" infolge der durch die Wallonische Regierung beschlossenen Steuerreform der Durchführung dieser Reform beträchtliche Mittel zuteilen musste und dass andererseits die sich aus der Durchführung der Übertragung der im Finanzierungssondergesetz vom 13. Juli 2001 erwähnten Befugnisse in Sachen Steuerwesen ergebenden Analysen und Studien so komplex und spezifisch sind, dass deren Abschluss nicht für das Ende des ersten Quartals 2005 in Aussicht genommen werden kann und dass kein Datum für den Abschluss der Arbeiten bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass die Zelle "Steuerwesen" regelmäßig von den verschiedenen Mitgliedern der Regierung sowie von dem Ministerium der Wallonischen Region mit Anträgen auf Begutachtungen oder Empfehlungen befasst wird, die bei der Einrichtung der Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region nicht vorgesehen waren;

In der Erwägung, dass es, um die Zelle "Steuerwesen" bei der Ausübung ihrer Aufgaben nicht zu beeinträchtigen, zweckmäßiger ist, dass die Regierung die Auflösung dieser Zelle zu einem Datum beschließt, das sie unter Berücksichtigung des Fortschrittsstandes der Ausübung ihrer Aufgaben festlegen wird.

In der Erwägung, dass den Vertragsbediensteten zeitlich gestufte Gehaltserhöhungen im Hinblick auf die Gleichstellung zwischen den Personalmitgliedern der Zelle "Steuerwesen" und auf die administrative Vereinfachung auf dieselbe Weise wie für die Beamten der Region gewährt werden müssen;

In der Erwägung, dass einerseits die weitere Beschäftigung des in dem Beschluss der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 2003 über die Anwerbung eines Vertragsbediensteten der mit dem Dienstrang C3 verbundenen Gehaltsstufe für die Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region erwähnten Vertragsbediensteten nicht mehr begründet ist, da die Auswirkungen der Steuerreform so zurückgegangen sind, dass die damit verbundenen zusätzlichen Aufgaben die Beschäftigung eines Bediensteten für deren Durchführung nicht mehr notwendig machen;

In der Erwägung, dass andererseits die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region festgesetzte Personalanzahl der Minimalanzahl entspricht, die es der Zelle "Steuerwesen" ermöglichen soll, die ihr anvertrauten Aufgaben durchzuführen; dass die regelmäßig von den Mitgliedern der Regierung angeforderten zusätzlichen Aufgaben in Bezug auf Begutachtungen und Empfehlungen eine zusätzliche Arbeitsbelastung zur Folge haben, die die Anstellung eines Bediensteten der Stufe 2+ als Direktionssekretär(in) mit Erfahrung im Steuerwesen und im budgetären Bereich nötig macht, um den Sachverständigen bei der Durchführung ihrer Aufgaben beizustehen;

In der Erwägung, dass es so Anlass gibt, den Vertragsbediensteten der Stufe C3 durch einen Vertragsbediensteten der Stufe 2+ zu ersetzen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen;

Aufgrund des am 12. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Mai 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996 und das Gesetz vom 2. April 2003;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, diese Abänderung der bestehenden administrativen Struktur dringend vorzunehmen, um die von der Wallonischen Regierung verfolgte Zielsetzung in Sachen Ausübung von steuerrechtlichen Befugnissen einzuhalten;

In der Erwägung, dass es ebenfalls wichtig ist, die Abänderung der bestehenden budgetären Angaben dringend vorzunehmen, um die Zahlungsanweisung der eingegangenen Ausgaben zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region wird der dritte Absatz gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 7, § 1 wird ein folgende Bestimmung enthaltender Absatz hinzugefügt :

"Die Vertragsbediensteten der in Artikel 1 erwähnten Zelle beziehen die zeitlich gestuften Gehaltserhöhungen, die im Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehen sind."

Art. 3 - Artikel 15 des Erlasses vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"Art. 15 - Der Kabinettschef des Ministers des Haushalts wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 07 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit den Vergütungen und Zuwendungen, die dem in Artikel 5, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist."

Art. 4 - Artikel 16 des Erlasses vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"Art. 16 - Der Leiter der in Artikel 5, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zelle wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe bis zu dem Betrag von 5.000 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendung 12.05.07 und 12.04.07 des Titels 1 des Programms 07 des Organisationsbereichs 40 und auf die Basiszuwendung 74.05 des Titels 2 des Programms 07 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist."

Art. 5 - Artikel 17, § 2 des Erlasses vom 27. März 2002 zur Einrichtung einer Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"§ 2. Der für die SEPAC verantwortliche Berater wird bevollmächtigt, um jegliche von dem ersten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.07 des Organisationsbereichs 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt, den Vergütungen und den Zuwendungen, die dem in Artikel 5, § 2, erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist."

Art. 6 - Punkt 1 des Beschlusses vom 30. Januar 2003 über die Anwerbung eines Vertragsbediensteten der mit dem Dienststrang C3 verbundenen Gehaltsstufe für die Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region, gemäß dem Erlass vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"1. die Anwerbung eines Vertragsbediensteten der mit dem Dienststrang B1 verbundenen Gehaltsstufe für die Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region gemäß dem Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes als Ersatz für den im Beschluss der Wallonischen Regierung vom 30. Januar 2003 erwähnten Vertragsbediensteten der Stufe C3 vorzunehmen".

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3255

[2004/202584]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel van het Waalse Gewest;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende aanwijzing van de leden van de fiscale cel en waarbij de uitvoering van haar beslissing opgedragen wordt aan de Minister van Begroting;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 23 januari 2003 betreffende de aanwerving binnen de fiscale cel van het Waalse Gewest van een contractueel personeelslid in de schaal verbonden met rang C3, overeenkomstig het besluit van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2003;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2004 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Overwegende dat bij de decreten van 19 december 2002 en van 18 december 2003 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor de begrotingsjaren 2003 en 2004 werkingsmiddelen worden toegekend aan de fiscale cel en nieuwe programma's en basisallocaties bestemd voor de fiscaliteit worden opgericht;

Overwegende dat de budgettaire verwijzingen opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel in het Waalse Gewest gewijzigd moeten worden teneinde die af te stemmen op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en opdat de fiscale cel zou kunnen overgaan tot de ordonnanciering van de uitgaven;

Overwegende dat als gevolg van de door de Waalse Regering besliste fiscale hervorming, de fiscale cel belangrijke middelen daaraan heeft moeten besteden en dat anderzijds, de analyses en studies die voortvloeien uit de uitvoering van de overdracht van de fiscale bevoegdheden bedoeld in de bijzondere financieringswet van 13 juli 2001 wegens hun complexiteit en specificiteit niet kunnen worden gefinaliseerd en dat de einddatum van de werken niet kan worden bepaald;

Overwegende dat aanvragen om adviezen en raadgevingen niet voorzien bij de oprichting van de fiscale cel regelmatig aanhangig worden gemaakt bij de cel door de verschillende Regeringsleden en door het Ministerie van het Waalse Gewest;

Overwegende dus dat om de fiscale cel niet stil te leggen in de uitoefening van haar opdrachten, het aanbevolen is dat de Regering zou beslissen over de ontbinding van die cel op een datum vastgesteld volgens de stand van uitvoering van de opdrachten;

Overwegende dat met het oog op de rechtvaardigheid tussen de personeelsleden van de fiscale cel en op de administratieve vereenvoudiging, tussentijdse geldelijke verhogingen moeten worden toegekend aan de contractuele personeelsleden, zoals gebeurt bij de ambtenaren van het Gewest;

Overwegende enerzijds dat het in dienst houden van het contractuele personeelslid bedoeld bij de beslissing van de Waalse Regering van 23 januari 2002 betreffende de aanwerving binnen de fiscale cel van het Waalse Gewest van een contractueel personeelslid in de schaal verbonden met rang C3, niet meer verantwoord is aangezien de effecten van de fiscale hervorming zo vervaagd zijn dat de daaruit voortvloeiende bijkomende taken de aanstelling van een personeelslid niet meer vereisen;

Overwegende anderzijds dat de schatting van het personeel vastgelegd in het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel in het Waalse Gewest overeenkomt met een minimum waarbij de fiscale cel in staat moet zijn de haar toevertrouwde opdrachten uit te voeren, dat de door de Regeringsleden regelmatig aangevraagde bijkomende advies- en raadgevingsopdrachten een werkoverlast met zich meebrengen die de aanwerving vereisen van een personeelslid van niveau 2+, directiesecretaris, ervaren in fiscale en budgettaire aangelegenheden om de experts bij te staan in de uitoefening van hun opdrachten;

Overwegende dus dat het contractuele personeelslid C3 moet worden vervangen door een contractueel personeelslid van niveau 2+;

Gelet op de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 mei 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996 en 2 april 2003;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat die wijziging van de bestaande administratieve structuur zo spoedig mogelijk moet worden verricht teneinde de doelstellingen van de Waalse Regering inzake fiscale bevoegdheden na te komen;

Overwegende dat de bestaande budgettaire verwijzingen ook zo spoedig mogelijk moeten worden gewijzigd met het oog op de ordonnanciering van de vastgelegde uitgaven;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2002 houdende oprichting van een fiscale cel in het Waalse Gewest wordt het derde lid geschrapt.

Art. 2. In artikel 7, § 1, wordt het volgende lid ingevoegd :

„ De contractuele personeelsleden van de in artikel 1 bedoelde cel komen in aanmerking voor de tussentijdse verhogingen bedoeld in het besluit van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. ».

Art. 3. Artikel 15 van voornoemd besluit van 21 maart 2002 wordt gewijzigd als volgt :

„Art. 15. Er wordt delegatie verleend aan de Kabinetschef van de Minister van Begroting om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van programma 07 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit. » .

Art. 4. Artikel 16 van voornoemd besluit van 21 maart 2002 wordt gewijzigd als volgt :

„Art. 16. Er wordt delegatie verleend aan de leider van de Cel bedoeld in artikel 5, § 1, van dit besluit om elke uitgave tot en met een bedrag van 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aangerekend kan worden op basisallocaties 12.05.07 en 12.04.07 van titel 1 van programma 07 van organisatieafdeling 40 en op basisallocatie 74.05 van titel 2 van programma 07 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest. ».

Art. 5. Artikel 17, § 2, van voornoemd besluit van 21 maart 2002 wordt gewijzigd als volgt :

„ § 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur en die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.07 van organisatieafdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2. ».

Art. 6. Punt 1 van de beslissing van de Waalse Regering van 30 januari 2003 betreffende de aanwerving binnen de fiscale cel van het Waalse Gewest van een contractueel personeelslid in de schaal verbonden met rang C3, overeenkomstig het besluit van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren, wordt gewijzigd als volgt :

„ 1. over te gaan tot de aanwerving binnen de fiscale cel van het Waalse Gewest van een contractueel personeelslid in de schaal verbonden met rang B1, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, ter vervanging van het contractuele personeelslid C3 bedoeld bij de beslissing van de Waalse Regering van 30 januari 2003 ”.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN